

DÉMOCRATIE ET LIBERTÉS, VITE, LA 6^E RÉPUBLIQUE !

« Les Cahiers de l'Avenir en commun » permettent d'aborder le projet présidentiel porté par **Jean-Luc Mélenchon** à travers 4 thèmes successifs : Démocratie et libertés : vite, la 6^e République, La planification écologique, Le progrès social et humain, et Pour une France indépendante.



SEUIL

NOUS
SOMMES
POUR!

**Vous avez en main le premier numéro de la revue
« les Cahiers de l'Avenir en commun »**

Cette revue inaugure une nouvelle méthode de travail sur un programme pour une élection présidentielle. Nous faisons le pari de donner à chaque personne un moyen simple de participer à la discussion sur le contenu du programme que portera la candidature de Jean-Luc Mélenchon en 2022.

Il y aura quatre publications de ce type d'ici à juin 2021 correspondant à quatre grands thèmes fondamentaux. Le premier thème est celui de la démocratie et la proposition fondamentale du programme l'Avenir en commun : fonder une nouvelle République, la VI^e République.

Parallèlement à l'édition de cette revue, que vous trouverez dans les librairies, les maisons de la presse et autres points de vente, nous consacrons un espace au programme sur le site noussoyonspour.fr. Vous y trouverez notamment une page pour déposer en ligne votre contribution et pour répondre au questionnaire. Une équipe a été constituée pour traiter vos contributions et vos réponses.

Pour nous, le programme est la question clef de l'élection à venir

La période que nous vivons exige d'annoncer avec sérieux ce que l'on devra faire pour garantir le grand changement d'orientation dont le pays a besoin. Et cela ne peut être un travail de dernière minute, ni un arrangement négocié à la va-vite entre partis politiques. Il faut du sérieux, une préparation minutieuse et éviter les imprécisions.

L'échec de l'épisode du néolibéralisme dans le monde est désormais évident. Pour autant,

cela ne signifie pas que chacun y voit clair sur ce qu'il faut faire.

Nous y avons travaillé avec application. Le document que nous mettons en débat vient de loin. Il est déjà passé par deux étapes en recueillant 4 millions de voix en 2012, puis 7 millions en 2017 aux élections présidentielles. Il a été constamment construit et actualisé dans le dialogue avec les associations et les syndicats, les intellectuels et les lanceurs d'alerte. Il vient donc de la société elle-même.

Puis il a été présenté à l'Assemblée nationale sous forme de propositions de lois ou d'amendements aux textes discutés. Et aussi sous forme de propositions directives présentées au Parlement européen. Tout cela est un gage de crédibilité.

Un processus public, sérieux pour être prêts à gouverner

L'étape qui s'ouvre à présent va nous permettre de repasser au peigne fin de la discussion la plus large possible tout notre plan de travail. Des forums publics retransmis en direct sur Internet et des auditions publiques vont compléter ce dispositif. À l'automne 2021, nous publierons la synthèse générale de ce travail avant d'engager la phase finale de la campagne au premier trimestre 2022 conduisant au vote.

Si le peuple le décide, il s'agit d'être prêts à gouverner le pays en toute maîtrise de l'action à mener. Et il faut un peuple prêt et déterminé quand le nouvel ordre des choses devra se mettre en œuvre.



NOUS SAURONS FAIRE

par Jean-Luc Mélenchon

A

vec la Constitution de la V^e République, l'élection présidentielle est devenue le moment décisif quasi exclusif dans la vie politique de notre pays. Hélas.

Une forme de monarchie présidentielle s'est installée et sa culture s'est progressivement

répandue de haut en bas dans tous les domaines de la vie des pouvoirs. Tout ramène d'une façon ou d'une autre à une seule personne et tout semble être passé hors de contrôle du peuple. À commencer par la Constitution elle-même puisqu'elle a été réformée 24 fois dont 3 seulement par référendum populaire.

Les raisons que nous avons de n'aimer guère ce régime du fait de sa nature peu démocratique se sont progressivement aggravées à la vue du spectacle de ce qu'il a rendu possible au fil du temps. Sans crier gare, la souveraineté populaire, d'abord confisquée par le monarque présidentiel a pu être ensuite transférée à d'autres, à bas bruit.

D'un côté, l'Union européenne qui a bénéficié d'intenses transferts de souveraineté que plus personne ne contrôle : 80% des règlements qui s'appliquent en France ont été validés sans débat par des votes bloqués dans les assemblées.

Chaque année, la France paye une somme de plus en plus importante pour se faire

dépouiller par ceux-là mêmes qu'elle subventionne. Et elle reçoit toujours moins par rapport à ce qu'elle paye. Il était question de faire l'Europe sans défaire la France. C'est le contraire qui se passe. Ce n'est pas l'Europe que nous voulions.

L'autre dissolvant de la Nation est la nouvelle phase de décentralisation qui ne cache même plus ses intentions séparatistes. Il est question de passer dorénavant à un « droit à la différenciation » où les lois sociales et quelques autres ne seraient plus les mêmes à Lille et à Bordeaux.

Pendant ce temps, le pays est inutilement invité à des débats absurdes sur le thème de son identité. Mais la France bien réelle, celle du pouvoir du peuple souverain, celle de l'industrie et des savoir-faire, de l'indépendance militaire et de l'auto-suffisance agricole, est politiquement dissoute avec méthode par des institutions qui la charcutent sans état d'âme. Et par une petite classe sociale et sa suite dorée de profiteurs qui se gavent sans honte au milieu de l'océan de misère qu'ils ont créé.

Tout cela est bien connu du plus grand nombre dans notre pays. Et pourtant rien ne semble vouloir changer. Depuis la réélection de Jacques Chirac en 2002, aucune élection présidentielle ne change plus rien. Tout un petit monde de la politique et de l'économie rabâche ses mots d'ordre absurdes et tout va de mal en pis pour le grand nombre. Le pouvoir politique, les dirigeants économiques sont toujours plus éloignés de toute réalité vécue par le peuple, vécue par la terre qui pourrit, le ciel qui asphyxie, l'eau qui s'empoisonne, vécue par les animaux mutés en pauvres choses qui se vengent sans le savoir en disséminant de nouveaux virus de mort lente. Les puissants sont indifférents à la réalité vécue par tant et tant de gens pour qui, désormais, vivre, c'est seulement s'occuper à survivre.

L'expérience de l'âge et des choses vécues m'apprend qu'on ne doit point se fier aux apparences en France. Le pire est toujours capable de faire mieux. Qui aurait imaginé

en voyant ce jeune président défilier la nuit devant la pyramide du Louvre que nous serions, moins de trois ans plus tard, un peuple confiné à perpétuité, incapable de fabriquer des masques en tissu ni des vaccins au pays de Louis Pasteur, vivant en état d'urgence permanent au milieu des manifestations nocturnes de policiers factieux ? Qui aurait imaginé le régime autoritaire dans lequel nous vivons depuis ?

Mais le meilleur ? Mais la France que nous aimons ? Que fait-elle ? Où est-elle ? Comment ramener le goût du futur ?

Le chemin peut s'ouvrir si nous savons où nous voulons aller. Je m'y consacre avec toutes les équipes de députés et de militants qui se sont attelés à cette nouvelle campagne présidentielle. En commençant tôt, nous avons voulu avoir du temps pour convaincre et inviter chacun à y prendre sa part. En effet, la tâche est vaste : il faut tout changer. Tout. La manière de produire, d'échanger de consommer, de manger, de boire. Tourner la page de ce qui est. On sait comment faire. Mais il faut bien commencer par un bout.

Nous y voilà. Cette revue que vous avez dans les mains vous met à pied d'œuvre en commençant par le commencement. C'est-à-dire par l'organisation générale de notre manière de prendre les décisions, de se donner des règles de vie commune.

Nous autres Français, nous formons une Nation très politique. Notre devise est un programme politique : liberté, égalité, fraternité. Nous ne savons pas vivre sans avoir des principes à prendre fermement par la main. Pour nous, souveraineté du peuple, indépendance nationale, égalité sociale, liberté de conscience sont une seule cause commune. Elle est notre ligne d'horizon dans l'histoire. Je sais bien qu'on trouve toujours des « c'est-pas-le-moment » pour dire que ce n'est jamais la bonne priorité, jamais le bon sujet. Et surtout que les histoires de Constitution, « c'est trop abstrait, trop juridique », que sais-je encore. Je ne m'y arrête pas. Chaque chose viendra en son temps au fil des mois et je n'ai pas d'impatience.

Regarde-toi mon pays.

Depuis 1958 la population rurale est devenue urbaine, nous sommes vingt millions de plus, filles et garçons sont allés massivement à l'école, vague après vague des centaines de milliers de déracinés sont venus vivre ici. Nous avons tant changé qu'on ne se reconnaît plus parfois. Cette nouvelle France est notre patrie républicaine commune. C'est à elle qu'il faut se dédier. C'est le moment de remettre tout à plat. C'est à cela que sert de faire une Constitution : définir les règles de vie commune, dire qui décide et dans quelles formes. En refondant les règles, peuple français, tu vas refonder la France et ce sera la tienne davantage qu'avant. Tu vas te définir toi-même en disant quels droits tu te reconnais à toi et aux autres. Puisque le problème, c'est l'état de notre démocratie, la solution, c'est la démocratie. Il est temps de concilier des institutions stables, un exécutif efficace, un parlement créateur, tout en donnant au peuple lui-même un pouvoir permanent de référendum d'initiative législative et de révocation des élus.

Si nous ne prenons pas cette tâche au sérieux comment va-t-on pouvoir décider ensuite de toutes ces choses importantes et urgentes que nous voulons voir faire ? Comme par exemple la « règle verte » pour qu'on ne prenne pas à la terre davantage que ce qu'elle peut reconstituer. Comment faire pour imposer enfin le juste partage de la richesse que le travail produit et en finir avec cette pauvreté qui vide de son sang notre peuple ? Comment pourra-t-on arracher le pays aux servitudes de toutes sortes auxquelles il a été réduit ?

Je pense que nous avons la force de choisir un autre chemin que celui où notre peuple dépérit. Le pays contient les ressources nécessaires de qualifications et d'envie de bien faire. Le moment est venu de comprendre combien les maîtres actuels ne sont forts que de notre faiblesse à leur tenir tête. Nous avons assez douté de nous. Nous saurons faire.

Jean-Luc Mélenchon

La démocratie est en recul dans notre pays. La dérive autoritaire d'Emmanuel Macron place la France parmi les pays européens les plus répressifs. L'ONU s'en inquiète.

On doit y mettre fin. C'est au peuple français d'y mettre fin.

La confiance est rompue entre les citoyens et les représentants qui les gouvernent. La souveraineté du peuple n'est plus respectée. Alors que le 29 mai 2005, une large majorité de Français a voté « NON » au référendum sur le traité constitutionnel européen, Nicolas Sarkozy et François Hollande ont violé cette décision.

Emmanuel Macron est allé encore plus loin dans ce projet anti-démocratique : les violences et la répression contre les oppositions sociales, écologiques, politiques sont devenues quotidiennes. Dans le même temps, la protection des privilégiés, en violation de la vertu et parfois du droit, s'étale sans retenue.

Il est temps d'en finir avec ce régime de « monarchie présidentielle ». Nous voulons agir globalement, à tous les niveaux : police, justice, haute fonction publique, monde des affaires.

PARTICIPEZ AU PROGRAMME !

Pour tourner cette page, nous proposons une méthode : adopter une nouvelle Constitution et passer à la VI^e République. Le peuple doit revenir au pouvoir. L'Assemblée constituante est la solution pour réorganiser les pouvoirs et les contre-pouvoirs, définir de nouveaux droits aux citoyens, protéger et garantir nos libertés individuelles et collectives.

Ce premier numéro des Cahiers de l'Avenir en commun, le programme de Jean-Luc Mélenchon, est un outil d'information et de discussion. Vous pouvez aussi participer à la consultation sur le programme en répondant au questionnaire à l'intérieur.

LES
CAHIERS DE **L'AVENIR
EN COMMUN**



Prix de vente conseillé : 2 euros
ISBN 978-2-02-148230-0 | Janvier 2021 | Imprimé en France